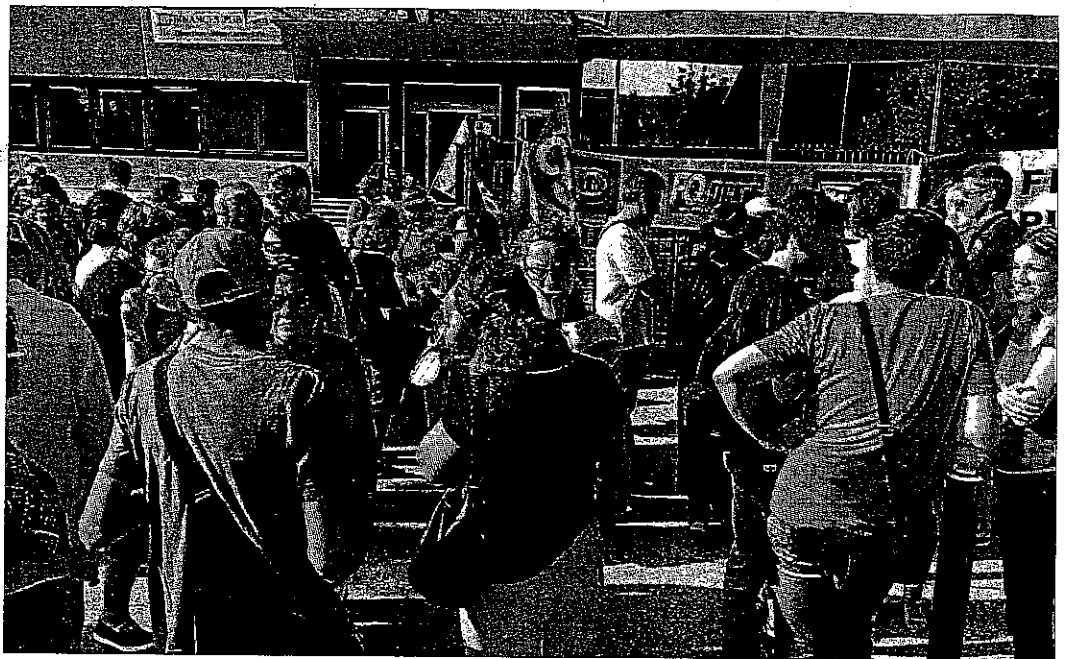


Finances publiques : les agents dénoncent le plan Darmanin

Réorganisation. Ils estiment que le projet ministériel est un recul du service public.

C'est non ! » Pour les agents des finances publiques la réponse est claire : le projet de réorganisation proposé par le ministre du Budget Gérard Darmanin n'est pas acceptable. « On en demande tout simplement le retrait sans négociation », explique Anne-Marie Durand (CGT). Ce jeudi matin, une centaine de fonctionnaires s'est retrouvée devant l'agence départementale d'Antigone avant l'investir le bâtiment où devait se tenir un « comité technique local ». Une opération similaire est prévue le 4 juillet prochain, car les organisations syndicales CGT, Sud et FO s'inscrivent dans la durée pour s'opposer à un plan assimilé à un recul du service public, notamment auprès des particuliers et des collectivités territoriales les plus modestes.



■ Les agents des impôts étaient présents ce jeudi matin devant la direction héraultaise.

200 suppressions de postes dans l'Hérault ?

Dans l'Hérault, seize trésoreries publiques doivent fermer leurs portes tandis que des « points de contact » seront ouverts dans les maisons de services au public. « On fait croire que ce sont des services publics, mais ce sont juste des points numériques temporaires pour aider à des con-

nections », déplore Marie-Pierre Zabalète (Sud). « On recalibre, on fusionne tous les services et derrière, il y a une grande inconnue. Mais le but est de faire des économies », poursuit la représentante syndicale. Selon les organisations mobilisées ce jeudi, l'objectif, à l'échelle nationale, est de diminuer les effectifs « entre 10 et 13 % » sur les trois ans 2020-2022. « Tous les services sont concernés, même le contrôle fiscal. » Dans l'Hérault, le chiffre de 200 suppressions de pos-

tes est avancé. « La trésorerie, c'est un lien de proximité. On n'aura plus ce lien privilégié, on va priver les maires du contact qu'ils avaient au quotidien », note Olivier Vernegeol (FO). « Les comptables publics en poste aujourd'hui ne devraient pas rester. Ils espèrent externaliser cette mission-là. Petit à petit, les missions de service public on n'en veut plus », ajoute Anne-Marie Durand. Pour un certain nombre d'agents mobilisés ce jeudi, « on est vraiment dans

une externalisation de la gestion des comptes publics ». En début d'après-midi, une délégation des agents a été reçue en préfecture où ses membres ont signifié leur refus de la concertation promise à l'échelle départementale. « On ne va pas choisir la longueur de la corde pour nous prendre », résume Olivier Vernegeol au nom de collègues qui attendent aussi une réaction hostile de la part des élus.

GUY TRUBUIL

gtrubuil@midilibre.com